

MODALITES DE L'ACCES AUX LIGNES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE POUR LES IMMEUBLES DE MOINS DE 12 LOGEMENTS OU LOCAUX A USAGE PROFESSIONNEL DES ZONES TRES DENSES

Réponse Bouygues Telecom à la consultation publique ouverte du 15 novembre au 13 décembre 2013

Bouygues Telecom félicite l'initiative de l'Autorité visant à préciser les modalités de déploiement et de mutualisation des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné pour les immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel des zones très denses se situant en poches de haute densité.

1 Préambule

La recommandation de l'Autorité en date du 14 juin 2011 énonçait des recommandations sur les modalités de déploiement et de mutualisation, respectivement, pour l'ensemble des immeubles situés dans les poches de basse densité, puis pour les immeubles de moins de 12 logements situés hors de ces poches. Cette recommandation se limitait à rappeler les solutions envisageables pour déterminer les modalités d'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique de ces petits immeubles.

Bouygues Telecom souhaite par la présente insister, en marge des aspects techniques et opérationnels, sur l'importance de la complétude des déploiements des poches de haute densité des zones très denses. Le présent projet de recommandation, qui n'a pas « *de caractère prescriptif ou impératif* », doit permettre de proposer cette garantie de complétude des zones arrières de points de mutualisation et ce pour tout les locaux qui sont ou seront situés sur ladite zone arrière, qu'ils soient à usage résidentiels, mixtes ou uniquement à usage professionnel.

A ce jour les petites et très petites entreprises (TPE et PME) situées dans des immeubles de moins de 12 logements à usage exclusivement professionnel (mono ou multi entreprises) de la zone très dense ne sont pas en mesure de se voir proposer des offres spécifiques basées sur la BLOM. Bouygues Telecom souhaite rappeler que 30% des établissements (SIRET) PME de 10 à 100 salariés sont situés dans des immeubles non mixtes de la zone très dense.

Dans la mesure où il apparaît que les opérateurs d'immeubles sont d'ores et déjà adeptes du « *cherry picking* » pour les immeubles d'au moins 12 logements ou locaux à usage professionnel, il ne subsiste aucune incertitude pour Bouygues Telecom sur l'extension de ces méthodes pour les immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel.

2 Localisation et taille du point de mutualisation

Bouygues Telecom confirme la nécessité de la stricte application du cadre réglementaire en vigueur relatif à la localisation des points de mutualisation dans les poches de haute densité de la zone très dense.

Ces derniers doivent par conséquent se situer en dehors de la limite de propriété privée afin d'éviter les interventions en propriété privée, interventions qui, dans le cadre des critères dérogatoires permettant l'installation d'un point de mutualisation en limite de propriété privée pour les immeubles d'au moins 12 logements, engendrent d'ores et déjà de nombreuses problématiques d'interventions lors des adductions de points de mutualisation ou lors de raccordements clients nécessitant un brassage au point de mutualisation.

En outre nous considérons que la possibilité de raccorder un immeuble de moins de 12 logements à partir d'un point de mutualisation situé à l'intérieur de la propriété privée d'un immeuble voisin d'au moins 12 logements ne représente pas une alternative viable au regard de la complexité opérationnelle et juridique qu'elle impose et invitons l'Autorité de ne pas retenir cette option.

En ce qui concerne le dimensionnement des points de mutualisation extérieurs en poches de haute densité des zones très denses, Bouygues Telecom est favorable à la proposition de l'Autorité visant à recommander une taille minimale de 100 logements ou locaux à usage professionnel.

Bouygues Telecom invite l'Autorité à rester vigilante quant aux abus et à la multiplication possibles des cas particuliers liés à la structure de l'habitat et pouvant justifier, pour un opérateur d'immeubles, la mise en œuvre de points de mutualisation de plus petite taille en chambre de génie civil, en façade ou en Borne.

Ces solutions techniques, qui semblent séduisantes, représentent pour les opérateurs cofinanceurs d'importantes adaptations et modifications des processus d'adduction des points de mutualisation et des processus d'interventions liés au raccordement de clients finals.

3 Caractère raisonnable d'une demande fibre dédiée

Bouygues Telecom partage la conclusion de l'Autorité estimant que les demandes de fibres dédiées dans le cas des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel en points de mutualisation extérieurs en zone très dense apparaissent peu raisonnables.

En effet, dans un souci de cohérence des architectures déployées en Points de Mutualisation extérieurs et des spécifications techniques associées, et dans la mesure où une architecture mono fibre a été privilégiée par les opérateurs d'immeubles en poches de basse densité, il paraît pertinent pour Bouygues Telecom de conserver cette architecture mono fibre pour les points de mutualisation extérieurs en poches de haute densité.

4 Cohérence et complétude des déploiements

Afin de garantir la complétude des déploiements, Bouygues Telecom est favorable à la recommandation visant à imposer à un opérateur d'immeubles envisageant de déployer un point de mutualisation extérieur en zone très dense d'anticiper le raccordement ultérieur de tout immeuble appartenant à la zone arrière de ce point de mutualisation qui sont ou seront situées dans la zone géographique de couverture de ce point de mutualisation.

Cette précaution semble nécessaire pour limiter les cas d'un opérateur d'immeubles déclarant des zones arrières de points de mutualisation trop importantes, alors qu'en pratique, il limiterait l'équipement de la zone arrière à une partie des immeubles, par exemple, aux immeubles de moins de 12 logements à usages résidentiels ou mixtes sans équipement des immeubles à usage purement professionnel.

Ainsi, à l'instar des obligations posées par la décision n° 2010-1312 du 14 décembre 2010 concernant les déploiements en dehors des zones très denses, il devrait être recommandé que tout opérateur déployant un point de mutualisation extérieur anticipe le raccordement ultérieur de tout immeuble de la zone arrière de ce point de mutualisation afin que l'ensemble des lignes d'une zone géographique prédéfinie soient regroupées au sein du même point de mutualisation.

En outre, afin de favoriser la cohérence et la complétude des réseaux desservis par des points de mutualisation extérieurs, nous proposons la fixation d'objectifs de complétude et de calendriers de déploiement aux opérateurs d'immeubles déclarants une zone arrière de point de mutualisation en poches de haute densité. (Délai maximum entre la date d'installation du point de mutualisation

extérieur en domaine public et date de raccordabilité de 90% des logements situés dans la zone arrière dudit PM)

En ce qui concerne les modalités de consultation, nous considérons que les principes mis en œuvre pour les consultations en poches de basse densité ainsi que les modalités complémentaires proposées par l'Autorité sont suffisant pour, d'une part, garantir une prévenance suffisante à l'opérateur commercial lui permettant d'anticiper les travaux d'adduction et de dimensionner son réseau de transport, et d'autre part, permettre à un opérateur d'immeubles tiers ayant des projets en superposition avec l'opérateur d'immeubles publiant la consultation de faire part de ses remarques. Ce fonctionnement permettra de s'affranchir des problématiques d'entremêlement ou de chevauchement de zone arrière et ainsi de s'affranchir des problématiques de multi conventionnement des immeubles de moins de 12 logements.

5 Conclusion

Bouygues Telecom adhère à la proposition de recommandation de l'Autorité visant à préciser les modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel des zones très denses.

Nous considérons néanmoins, qu'une recommandation non prescriptive ou impérative ne permet pas de garantir pleinement la complétude et la cohérence des déploiements réalisés dans les poches de haute densité en points de mutualisation extérieurs, pour tous les immeubles de moins de 12 logements, et en particulier pour les immeubles de moins de 12 logements à usage purement professionnel mono et multi entreprises.